



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du Logement Grand Est**

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 01 AOUT 2024

**relatif à l'exploitation d'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux
par la société TG Services
située 18 rue de l'Énergie à Griesheim-Près-Molsheim (67870)
Code AIOT : 0100033785**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I^{er}, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;
- VU l'arrêté du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumis à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumis à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- VU les actes antérieurement délivrés pour l'établissement exploité par la société TG Services sur le territoire de la commune de Griesheim-Près-Molsheim ;
- VU la demande du 30 octobre 2023, présentée par TG Services dont le siège social est situé 18 rue de l'Énergie à Griesheim-Près-Molsheim (67870), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux située au 18 rue de l'Énergie à Griesheim-Près-Molsheim (67870) et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;
- VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- VU la décision d'examen au cas par cas en date du 05 avril 2023 ;

- VU la décision en date du 15 février 2024 du président du tribunal administratif de Strasbourg, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2024 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique pour une durée de 17 jours du 25 mars au 10 avril 2024 inclus sur le territoire des communes de Griesheim-Près-Molsheim (site de l'installation), Altorf, Dorlisheim, Rosheim et Bischoffsheim ;
- VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisés dans ces communes de l'avis au public ;
- VU la publication en date du 05 et 08 mars 2024 de cet avis dans deux journaux locaux ;
- VU les registres d'enquête et l'avis favorable du commissaire enquêteur, en date du 29 avril 2024 ;
- VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de Griesheim-Près-Molsheim (site de l'installation), d'Altorf, de Bischoffsheim et Rosheim ;
- VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- VU le rapport et les propositions en date du 30 mai 2024 de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis en date du 04 juillet 2024 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;
- VU le projet d'arrêté porté le 27 mai 2024 à la connaissance du demandeur ;
- VU les courriels de la société TG Services, en date du 29 mai 2024 et du 05 juillet 2024 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier les mesures d'évitement et de réduction de ces impacts sur le milieu mises en œuvre ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société TG Services, (SIRET 80871426500010), dont le siège social est situé à 18 rue de l'Énergie à Griesheim-Près-Molsheim (67870) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au 18 rue de l'Énergie à Griesheim-Près-Molsheim (67870) (coordonnées Lambert 93 X=1033394 et Y=6832622), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Section
Griesheim-Près-Molsheim	19, 84, 85, 108, 109 et 115	4

La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est d'environ 20 000 m².

Les zones de tri, transit et regroupement des déchets sont situées en extérieur, au Nord-Est de l'ensemble du terrain.

Le site comprend actuellement :

- un bâtiment avec une partie bureau et deux halls pour le stockage des véhicules hydrocureurs et du matériel ;
- un bâtiment atelier couvert avec des panneaux photovoltaïques ;
- des aires de stationnement VL ;
- des aires de stationnement PL ;
- deux aires de lavage ;
- un bassin de récupération des eaux de pluie.

1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d' :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4.

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous :

- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

1.1.5 Agrément des installations

Néant

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et capacité totale des installations, observations
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	La quantité totale de déchets dangereux : 49 tonnes

Régime : A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Les quantités maximales autorisées des rubriques du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe 1 du présent arrêté.

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et capacité totale des installations, observations
2.1.5.0-2	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Rejet des eaux pluviales après limitation de débit dans le réseau communal Surface totale du site : 2 ha

Régime : A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.2.1 Réglementations Seveso

Néant

1.2.2 Réglementations IED

Néant

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

1.4.2 Durée de l'autorisation

Néant

1.5 Garanties financières

1.5.1 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les installations relevant du 5° de l'article R.516-1, dont les rubriques suivantes : 2718.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 96 393 € TTC.

Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, définie à l'article 7.3 du présent arrêté.

1.5.2 Établissement des garanties financières

Les installations dont le montant de garanties financières s'élève à moins de 100 000 euros TTC n'ont pas à constituer le montant des garanties financières.

1.6 Implantation

L'installation est implantée à une distance minimale de 12 mètres des limites de l'établissement.

1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.8 Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

En application de l'article R 181-43 du code de l'environnement, l'exploitant définit les conditions d'exploitation de l'installation ou de l'activité en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané. Les conditions sont définies au cas par cas sur la base de l'étude d'impact ou d'incidence.

2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

2.1 Conception des installations

2.1.1 *Conduits et installations raccordées*

Néant

2.1.2 Conditions générales de rejet

Néant

2.2 Limitation des rejets

Néant

2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques /
Valeurs limites des flux de polluants rejetés

2.2.1.1 Émissions canalisées

Néant

2.2.1.2 Émissions diffuses

Néant

2.2.2 Odeurs

L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter les odeurs issues de ses installations. En particulier, les effluents gazeux odorants sont captés à la source et canalisés au maximum.

2.2.3 Composés Organiques Volatils

Les fractions volatiles des déchets hydrocarburés sont diffusées dans l'atmosphère sans filtre par les bassins de décantation. L'ouvrage de décantation est entièrement clos et capoté. Un système d'extraction d'air avec filtration sera mis en place.

Paramètre	Code CAS	Concentration mg/Nm ³	Flux horaire maximale g/h
Composés Organiques Volatils		110	

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Néant

2.3.2 Surveillance des émissions diffuses

Néant

2.3.3 Bilan des émissions

Néant

2.3.4 Mesures «comparatives»

Néant

2.4 Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air.

Une mesure de la concentration en composés organovolatils dans les émissions canalisées est effectuée, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, au moins tous les trois ans.

2.5 Dispositions spécifiques

2.5.1 Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution
de l'air

Néant

2.5.2 Pollutions accidentelles

L'exploitant met en place un dispositif de mesure et d'enregistrement des paramètres suivants :

- concentration en ... ;
- vitesse et direction du vent ;
- température.

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés. Le site sera raccordé au réseau public d'eau potable communal. Le fonctionnement du site ne nécessite aucun besoin d'eau industrielle.

3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de
prélèvement d'eaux

Néant

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : ... (eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc).

Les réseaux de collecte des effluents est de type séparatif sur le site :

- Les eaux pluviales de toiture et de ruissellement (voiries). Elles sont collectées, stockées dans un bassin de rétention avant traitement par un déboureur séparateur puis dirigées vers le réseau d'eau pluviale public communal ;

- Les eaux usées sanitaires sont collectées et dirigées vers le réseau d'assainissement communal.

Le site utilise de l'eau pour le lavage des citernes, en provenance directe principalement de la récupération d'eau de pluie et en cas de besoin du réseau d'eau potable. Les eaux sanitaires sont rejetées au réseau d'eaux usées, tout comme le seront les rejets après process de décantation.

Les eaux de ruissellement sont collectées dans le bassin de gestion au Nord du site et servent à alimenter les hydrocureurs et les balayeuses au départ du site. Avant rejet au réseau, les eaux en provenance du site passent dans des séparateurs et sont analysées. La qualité chimique des eaux doit respecter les valeurs seuils définies dans le cadre de la surveillance.

3.2.2 Dispositions générales

Néant

3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.3 Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets des eaux industrielles

Les eaux usées industrielles proviennent uniquement du process de décantation.

Les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- débit maximal pendant une période de 24 heures consécutives (Sandre 1552)
- température maximale : < 30°C (Sandre 1301)
- pH compris entre 5,5 et 8,5 (Sandre 1302)
- concentrations et flux maximaux sur eaux brutes non décantées :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration en moyenne journalière	Flux maximal journalier
DCO : Demande Chimique en Oxygène	1314	300 mg/l	100 kg/j
DBO ₅ : Demande Biochimique en oxygène en 5 jours	1313	100 mg/l	30 kg/j
MES : Matières en suspension	1305	100 mg/l	15 kg/j
NGL : Azote global	1551	30 mg/l	50 kg/j
P total : Phosphore total	1350	10 mg/l	15 kg/j
SEH : Substances extractibles à l'hexane	7464	ND	ND
Ag : Argent	1368	ND	ND
Al : Aluminium	1370	5 mg/l	ND
As : Arsenic et ses composés	1369	0,2 mg/l	0,5 g/j
Cd : Cadmium	1388	25 µg/l	ND
Co : Cobalt	1379	ND	ND
Cr : Chrome et composés	1389	0,1 mg/l	5 g/j
Cu : Cuivre et composés	1392	0,25 mg/l	5 g/j
Fe : Fer	1393	5 mg/l	20 g/j
Hg : Mercure	1387	25 µg/l	ND
Mn : Manganèse	1394	1 mg/l	10 g/j
Ni : Nickel et composés	1386	0,2 mg/l	5 g/j

Paramètre	Code SANDRE	Concentration en moyenne journalière	Flux maximal journalier
Pb : Plomb et composés	1382	0,1 mg/l	5 g/j
Sn : Étain et composés	1380	2 mg/l	20 g/j
Zn : Zinc et composés	1383	2 mg/l	20 g/j
Somme des COV (Composés organiques volatils)	1434	10 µg/l	50 mg/j
Somme des HAP	7088	25 µg/l	1 mg/j
Somme des alkylphénols	6128	20 µg/l	100 mg/j
AMPA	1907	450 µg/l	1 mg/j
Glyphosate	1506	28 µg/l	1 mg/j
Cyperméthrine	1140	25 µg/l	1 mg/j
Hexachloro-1,3-butadiène	1652	25 µg/l	
Pentachlorophénol	1235	25 µg/l	1 mg/j
C10-C13-Chloroalcanes	1955	25 µg/l	
Somme des micro et macroplastiques		ND	ND
Indice phénols	1440	0,3 mg/l	3 g/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	100 g/l
Métaux totaux	8095	15 mg/l	100 g/l
Amiante	1759	ND	ND
Benzo(a)pyrène	1115	25 µg/l	ND
Fluoranthène	1191	25 µg/l	1 g/j
Benzo(b)Fluoranthène	1116	ND	ND
DEHP : Di(2-ethylhexyl)phtalate	6616	25 µg/l	ND
Benzo(g,h,i)pérylène	1118	ND	ND
Somme des PFAS	8847	0,1 µg/l	0,5 mg/j
Sulfonate de perfluorooctane (PFOS)	7893	ND	ND
Cyanures libres (en CN-)	1084	0,2 mg/l	ND
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1168	100 µg/l	5 g/j
Indice cyanures totaux	1390	0,1 mg/l	1 g/j
Chrome hexavalent et composés (Cr6+)	1371	50 µg/l	1 g/j
Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)	1760	1 mg/l	30 g/j
Composés halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1 mg/l	30 g/j
Ion fluorure (F-)	7073	15 mg/l	150 g/j

3.3.2 Caractéristiques des rejets des eaux pluviales

Les eaux pluviales sont rejetées au bassin de rétention des eaux pluviales de 1 200 m³.

Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l et en MES de 30 mg/l.

3.3.3 Caractéristiques des rejets des eaux sanitaires

Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au Code de la Santé Publique.

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Néant

3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Point rejet	Paramètre	Code SANDRE	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Sortie site avant raccordement au réseau public	Débit	1552	Semestrielle	Semestrielle
	PH	1302		
	Température	1301		
	DCO : Demande Chimique en Oxygène	1314		
	DBO ₅ : Demande Biochimique en oxygène en 5 jours	1313		
	MES : Matières en suspension	1305		
	NGL : Azote global	1551		
	P total : Phosphore total	1350		
	SEH : Substances extractibles à l'hexane	7464		
	Ag : Argent	1368		
	Al : Aluminium	1370		
	As : Arsenic et ses composés	1369		
	Cd : Cadmium	1388		
	Co : Cobalt	1379		
	Cr : Chrome et composés	1389		
	Cu : Cuivre et composés	1392		
	Fe : Fer	1393		
	Hg : Mercure	1387		
	Mn : Manganèse	1394		
	Ni : Nickel et composés	1386		
	Pb : Plomb et composés	1382		
	Sn : Étain et composés	1380		
	Zn : Zinc et composés	1383		
	Somme des COV (Composés organiques volatils)	1434		
	Somme des HAP	7088		
	Somme des alkylphénols	6128		
	AMPA	1907		
	Glyphosate	1506		
	Cyperméthrine	1140		
	Hexachloro-1,3-butadiène	1652		
	Pentachlorophénol	1235		
	C10-C13-Chloroalcanes	1955		
	Somme des micro et macroplastiques			
	Indice phénols	1440		
	Hydrocarbures totaux	7009		
	Métaux totaux	8095		
	Amiante	1759		
	Benzo(a)pyrène	1115		
	Fluoranthène	1191		
	Benzo(b)Fluoranthène	1116		
	DEHP : Di(2-ethylhexyl)phtalate	6616		

Point rejet	Paramètre	Code SANDRE	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
	Benzo(g,h,i)pérylène	1118		
	Somme des PFAS	8847		
	Sulfonate de perfluorooctane (PFOS)	7893		
	Cyanures libres (en CN-)	1084		
	Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1168		
	Indice cyanures totaux	1390		
	Chrome hexavalent et composés (Cr6+)	1371		
	Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)	1760		
	Composés halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106		
	Ion fluorure (F-)	7073		

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un bilan du fonctionnement de la station d'épuration urbaine du Syndicat Mixte du Bassin de l'Ehn et des rejets dans le milieu récepteur.

3.4.3 Contrôles de recalage (eau)

Néant

3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

Néant

3.5.2 Surveillance des sols

Néant

3.5.3 Surveillance des eaux de surface

Néant

3.5.4 Bilan annuel des épandages

Néant

3.6 Dispositions spécifiques sécheresse

3.6.1 Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse

Néant

3.6.2 Adaptation des prescriptions sur les rejets en cas de sécheresse

Néant

3.6.3 Adaptation des prescriptions sur la surveillance en cas de sécheresse

Dans un délai de 1 an après la mise en service du site, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une analyse de son optimisation de la gestion de l'eau en cas de sécheresse. Cette analyse doit permettre de définir plusieurs options possibles de réduction temporaire de consommation d'eau et une étude technico-économique de faisabilité des options choisies.

Cette analyse ne sera pas nécessaire, si l'exploitant peut justifier qu'il n'utilise pas l'eau du réseau dans son process.

4 AUTORISATIONS EMBARQUEES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

Néant

5 PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1 Limitation des niveaux de bruit

Les points de mesure figurent sur le plan en annexe 2.

5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

- 70 dB(A) pour la période de jour de 7h à 22h ;
- 60 dB(A) pour la période de nuit de 22h à 7h.

5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.

5.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée sont situées à 200 m à l'Est des limites de propriété du site.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

5.1.4 Bruits à tonalité marquée

Néant

5.1.5 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

5.2 Limitation des Émissions lumineuses

L'exploitant limitera les émissions lumineuses, en dehors des périodes d'exploitations.

5.3 Insertion paysagère

Néant

6 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

6.1 Conception des installations

Les bâtiments, locaux, appareils sont conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre.

En particulier, les mesures suivantes doivent être retenues :

6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les éléments de construction des bâtiments et locaux présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles ; portes pare-flamme...) adaptés aux risques encourus.

Les salles de commande et de contrôle sont conçues de façon à ce que lors d'un accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures permettant d'organiser l'intervention nécessaire et de limiter l'ampleur du sinistre.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction et de désenfumage retenus, ainsi que ceux liés à la conception des salles de commande et de contrôle.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter notamment la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. Sauf contre-indication, la ventilation doit être assurée en permanence, y compris en cas d'arrêt des équipements, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation.

6.1.2 Désenfumage

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements doit en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositifs de commande sont reportés près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles.

6.1.3 Organisation des stockages

A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son établissement.

En particulier, des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Les bâtiments et dépôts sont facilement accessibles par les services de secours qui doivent pouvoir faire évoluer leurs engins sans difficulté.

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès à ces issues est balisé.

6.1.4 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

6.1.5 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.

6.1.6 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

L'exploitant dispose d'un volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction de 297 m³, selon les modalités suivantes :

- Le bassin de gestion des eaux pluviales de 1 200 m³ a été installé au Nord, dont :
 - 139 m³ au niveau des rétentions de l'installation de décantation
 - 158 m³ volume devant rester libre dans le bassin de récupération des eaux pluviales soit environ 30 cm sur la surface du bassin. Le niveau haut de la pompe de relevage sera réglé de façon à laisser ce volume de 158 m³, disponible en tout temps.

Le rejet au réseau communal doit être facilement obturable et l'organe de manœuvre facilement identifiable, même en conditions nocturnes.

I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

En outre, l'exploitant pourra stocker les mélanges hydrocarbures bruts directement dans les fosses en béton armé qui se trouveront sous le niveau du sol. Les hydrocarbures une fois séparés seront stockés dans une cuve enterrée double peau.

III. Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier à tout moment leur niveau de remplissage et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

IV. Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

VI. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette

capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Par ailleurs, des tests réguliers sont menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

6.2 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 2 m.

6.2.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Néant

6.2.2 Événements et parois soufflables

Néant

6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après :

- le point d'eau incendie normalisé externe au site n° 24126 délivrant 120 m³/h, situé à moins de 100 m de l'entrée des installations ;
- le point d'eau incendie normalisé externe au site n° 24105 délivrant un débit inconnu, situé à moins de 300 m de l'entrée des installations.

Les moyens d'intervention sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et du Service d'Incendie et de Secours.

6.3.2 Organisation

L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment :

- l'organisation ;
- les effectifs affectés ;
- le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement ;
- les moyens de liaison avec le Service d'Incendie et de Secours.

6.4 Prévention des accidents liés au vieillissement

Néant

6.5 Prévention du risque inondation

Néant

7 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

7.1 Prévention et gestion des déchets

L'activité principale du site est le tri, transit et regroupement des déchets.

7.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets et Volumes annuels
Déchets non dangereux	02 03 04	Matières impropres à la consommation ou à la transformation 20 t
	02 05 02	Boues provenant du traitement in situ des effluents – station d'épuration 20 t
	15 01 01	Emballages en papier/carton 200 t
	16 10 02	Eaux incendies - Déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01 500 t
	19 08 09	Mélange de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant seulement des huiles et graisses alimentaires 1 000 t
	20 03 01	Déchets municipaux en mélange 10 t
	20 03 04	Boues de fosses septiques 2 000 t
	20 03 06	Déchets provenant du nettoyage des égouts 1 500 t
Déchets dangereux	13 05 01	Déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures 300 t
	13 05 02	Boues provenant de déshuileur 100 t
	13 05 06	Hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures 100 t
	13 05 07	Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures 100 t
	13 05 08	Mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures 100 t
	13 07 01	Fuel oil et diesel 50 t
	13 07 03	Autres combustibles (yc mélanges) 50 t
	13 08 99	Déchets non spécifiés ailleurs 50 t
	16 03 05	Déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses - eaux huileuses 200 t

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets et Volumes annuels
	16 10 01	Déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses 1 600 t
	17 06 05	Matériaux de construction contenant de l'amiante 10 t
	19 07 03	Lixiviats 150 t

7.3 Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	300 tonnes
Déchets dangereux	49 tonnes

7.4 Gestion des déchets recus par l'installation

7.4.1 Conception des installations

L'activité principale du site est le transit, regroupement ou tri de déchets dangereux.

L'exploitant est une entreprise spécialisée dans le nettoyage industriel, le curage et l'entretien des conduites et ouvrages d'assainissement, ainsi que pour les interventions en urgence suite à des pollutions.

Le site accueille les bureaux, les hangars, l'aire de lavage, les aires de stationnement et les zones de regroupement pour les déchets dangereux (eaux et boues hydrocarburées principalement) et non dangereux (de types matières de vidange de fosses septiques ou huiles alimentaires) en attente d'exutoires.

7.4.2 Description des déchets entrants

50% des déchets récupérés proviennent d'intervention en urgence suite à des problèmes sur ouvrages d'assainissement ou de pollution accidentelle ; le reste provient des contrats réguliers. Pour ses activités de tri, TG Services dispose actuellement d'une cuve enterrée double enveloppe pour les eaux hydrocarburées, d'une benne de DIB et de plusieurs tanks de stockage d'huiles et de graisses alimentaires. Les terrains et les bâtiments sont mutualisés avec une autre société spécialisée : Transports GEISSEL. TG Services met sa situation administrative à jour au regard de la rubrique 2718-1 de la nomenclature ICPE et souhaite créer une nouvelle installation de tri des eaux hydrocarburées qu'elle récolte via la décantation. L'installation aura pour objectif de séparer les différentes phases des eaux hydrocarburées par simple action physique (sans ajout de produit chimique ou autre action que la décantation) pour permettre une revalorisation énergétique des hydrocarbures liquides et boueux vers des centres spécialisés. Fonctionnement de la zone de décantation : L'installation sera installée sur une surface bétonnée. Le dépotage des mélanges boues et eaux hydrocarburées sera effectué dans la fosse dédiée à cet effet. La décantation des boues est réalisée minimum 24 h dans la fosse de dépotage. L'ouverture des vannes selon les niveaux mesurés des eaux / boues permet ensuite un transfert gravitaire des liquides vers la fosse de relevage. Les boues et les sables sont dirigés vers la zone de décantation des boues à l'aide d'un engin type pelle preneuse. La décantation des liquides dure ensuite 48h dans une des cuves de décantation de 20 m³. Un système de vannage équipé de détection des densités situé au fond des cuves permettra le transfert des eaux vers le bac de rejet et des hydrocarbures vers la cuve de stockage enterrée. Après contrôle, les eaux passeront via le séparateur d'hydrocarbures puis seront

rejetées vers le réseau des eaux usées. Une convention avec le SDEA sera établie en ce sens. La cuve de stockage sera vidée régulièrement et les déchets liquides hydrocarbonés transférés en centre de traitement agréé. Les boues hydrocarbonées, une fois réessuyées sont ensuite transférées en centre de traitement agréé. Afin de respecter les obligations de la réglementation ICPE, les stockages de matériaux dangereux ne dépasseront pas les 49 tonnes.

Le transport des produits vers le site se fait exclusivement par camions.

7.4.3 Rupture de traçabilité

L'installation est exonérée des obligations de traçabilité entre les déchets entrants et sortants pour les flux de déchets non dangereux, ayant subi une transformation importante qui ne permet plus d'assurer cette traçabilité. Cette exonération porte sur les déchets visés à l'article 7.2.

Pour les déchets bénéficiant de la rupture de traçabilité, l'exploitant de l'installation de traitement devient le producteur subséquent de ces déchets. Il indique sur le registre des admissions quelle transformation a été réalisée sur le déchet.

Un bilan global des matières entrantes et sortantes du site est réalisé. Ce bilan est mis à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

8 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS CONNEXES

8.1 Conditions particulières applicables à certaines installations relevant des rubriques XXX A, E ou D

Les prescriptions générales suivantes s'appliquent aux installations suivantes :

- Installations de panneaux photovoltaïques : Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Zones de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux : Arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

8.2 Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

8.3 Activités connexes

8.3.1 Installations de panneaux photovoltaïques

Des panneaux photovoltaïques sont implantés en toiture du bâtiment de l'atelier sur une surface de 1 008 m², pour une puissance de 204,75 kW cr. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 25 mai 2016 modifiant l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont applicables aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, positionnés en toiture, en façade ou au sol, au sein du site.

En complément et à la demande du Service d'Incendie et de Secours, l'exploitant est tenu de :

- Concevoir l'ensemble de l'installation photovoltaïque en toiture, selon les préceptes des guides pratiques réalisés par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) avec le syndicat des énergies renouvelables (SER) intitulé « Spécifications techniques relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïques raccordées au réseau », et celui réalisé par l'union technique de l'électricité (UTE) intitulé « C15-712-1 installations photovoltaïques » ;
- Installer un dispositif de coupure électromécanique en sortie de chaîne et au plus près des modules, qui sera actionné lors de la mise hors tension de l'installation. (Articles R. 4215-1 et R. 4215-6 du code du travail) ;
- Signaler et rendre facilement accessible l'ensemble des organes de mise en sécurité des installations et notamment les dispositifs de coupure d'urgence des fluides et des énergies (Article R. 4215-6 du code du travail).

8.4 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les actes antérieurement délivrés pour l'établissement exploité sur le territoire de la commune de Griesheim-Près-Molsheim sont supprimés.

8.5 Conditions particulières relatives à la rubrique

Néant

9 DISPOSITIONS FINALES

9.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1. D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
2. D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
3. D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

9.2 Délais et voies de recours

En application des dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

9.3 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Griesheim-Près-Molsheim et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Griesheim-Près-Molsheim pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : Griesheim-Près-Molsheim (site de l'installation), Altorf, Dorlisheim, Rosheim et Bischoffsheim ;
4. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

9.4 Exécution

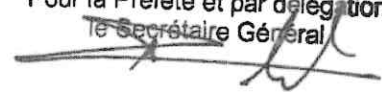
- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- la société TG Services,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Molsheim ;
- au maire de Griesheim-près-Molsheim, siège de la consultation ;
- aux communes d'Altorf, Bischoffsheim, Dorlisheim et Rosheim concernées par l'affichage.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général

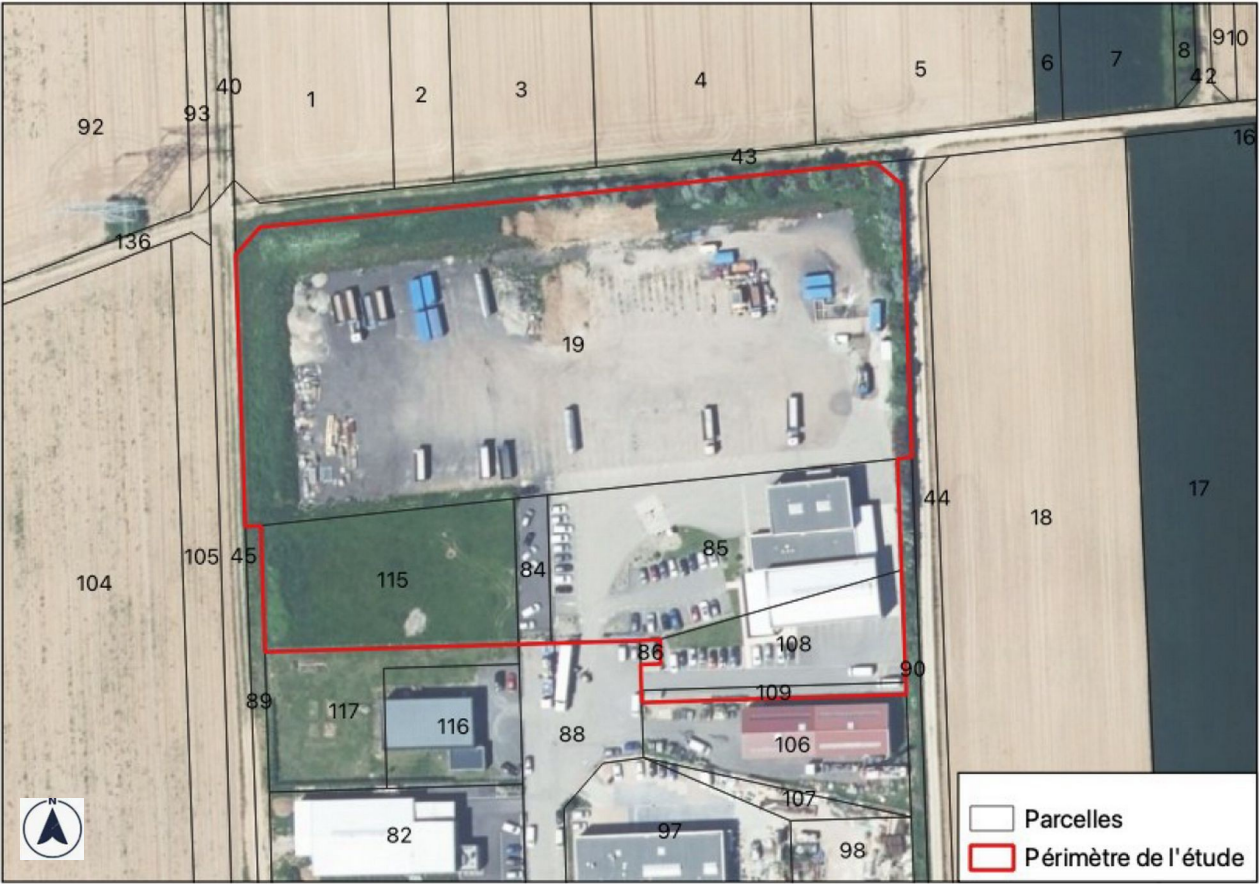


Mathieu DUHAMEL

ANNEXE 1 - ARTICLE 1.1.2 : EMPRISE CADASTRE

Les parcelles, occupées sont les suivantes :

	CARACTÉRISTIQUES DES PARCELLES OCCUPÉES					
Section	04					
Parcelle	0019	0115	0084	0085	109	108
Emprise totale (m²)	12 116	2 116	300	3 000	196	1 244
Emprise occupée par TG Services (m²)	3 052	100	/	1 516	196	1 244



ANNEXE 2 - ARTICLE 5.1 : LOCALISATION DES POINTS DE MESURES DE BRUIT

